

Protection de l'Environnement  
245 rue Garibaldi  
69003 LYON

LYON, le 28/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SECANIM SUD-EST**

44 AVENUE MONTMARTIN  
69960 CORBAS

Références : PNE 2022-044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement SECANIM SUD-EST implanté 44 AVENUE MONTMARTIN 69960 CORBAS. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet initial de l'inspection visait à examiner les dispositifs de prévention et de protection incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SECANIM SUD-EST
- 44 AVENUE MONTMARTIN 69960 CORBAS
- Code AIOT dans GUN : 0056900370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SECANIM SUD EST est une filiale du groupe SARIA.  
Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mai 2018.  
Elles consistent, pour celles étant classées en autorisation, en :  
- une activité de dépôt et de transit de sous-produits animaux (rubrique 2731),  
- une installation de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791)

L'établissement effectue des opérations de transit /regroupement de biodéchets ; l'activité de déconditionnement a cessé.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention du risque incendie
- Gestion des effluents

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 28.1	/	Sans objet
Moyens de lutte internes et externes contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 25.3	/	Sans objet
Récupération des eaux polluées – Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 21.7.5	/	Sans objet
Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 18.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 28.3	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 26.1	/	Sans objet
Gestion des effluents	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 24	/	Sans objet
Autosurveillance de la qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 26.1	/	Sans objet
Declaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article {Non Renseigné}	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En matière de protection incendie, l'exploitant doit proposer rapidement une solution permettant de confiner les eaux d'extinction.

S'agissant de l'activité de transit de déchets et des volumes importants de déchets (effluents) produits par l'activité, l'exploitant doit engager rapidement des actions pour respecter le principe de proximité et favoriser la limitation géographique du transport de biodéchets, en priorisant comme destination les exutoires locaux lorsqu'ils existent. (Art 2.3 de l'arrêté préfectoral)

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Vérification périodique et maintenance des équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 28.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Action Coup de poing

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

**Constats :**

L'exploitant a présenté la liste, la localisation et le rapport de contrôle des extincteurs réalisé le 22/06/2021 ; un contrôle par sondage a permis de constater que les extincteurs ont été contrôlés. Le site est équipé de caméras thermiques permettant de détecter les départs d'incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 26.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Action Coup de poing

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

**Constats :**

Les installations électriques ont été contrôlées en octobre 2021. Les non conformités constatées ont fait l'objet de travaux ; les justificatifs des interventions réalisées en décembre 2021 ont été présentés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 28.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Action Coup de poing

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas récemment conduit de formations en matière de prévention et gestion du risque incendie auprès des agents.

Les personnes référentes ne sont pas précisément identifiées.

Il y a lieu de prévoir une formation du personnel sur la gestion de la sécurité sur le site avec le cas échéant un exercice incendie.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte internes et externes contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 25.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Action Coup de poing

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 24.1.;
- de deux poteaux incendie, situés à l'extérieur du site, le premier (n° 4271), d'un diamètre de 100 mm et le second (n° 4272), d'un diamètre de 150 mm. Le débit nécessaire sur la zone sera de 74 m<sup>3</sup>/heure ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

**Constats :**

Le plan des locaux facilitant l'intervention des secours n'est pas disponible.

La capacité des poteaux incendie à fournir le débit nécessaire n'est pas vérifiée.

Le dispositif d'alerte et les extincteurs sont présents.

L'exploitant doit réaliser un plan à jour faisant figurer les dangers.

L'inspection recommande à l'exploitant de se faire confirmer auprès de la collectivité gestionnaire du réseau sur le secteur que le débit nécessaire est disponible ; le cas échéant par des essais sur réseau.

En cas de capacité insuffisante, l'exploitant engage des actions pour répondre aux prescriptions.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Récupération des eaux polluées – Bassin de confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 21.7.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Action Coup de poing

**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées et/ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. A cet effet, l'installation sera équipée d'un bassin de confinement étanche d'un volume de 235 m<sup>3</sup>. Les organes de commandes nécessaires à la mise en place de ce bassin devraient pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

**Constats :**

Le bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie prescrit dans l'arrêté préfectoral n'est pas présent sur site.

L'exploitant a contacté La métropole pour solliciter l'autorisation d'utiliser le bassin de rétention des eaux pluviales de la zone (Corbas Montmartin). Par courrier du 22/11/2019, la métropole indique que l'élaboration d'une convention est en cours. Ce courrier n'a pas connu de suite.

L'exploitant doit relancer la métropole pour examiner la possibilité d'utiliser le bassin de la zone et dans ce cas d'établir une convention.

Dans l'attente, au vu des réseaux en place et des conditions d'exploitation actuelles, l'exploitant précise à l'inspection la destination des eaux d'extinction en cas d'incendie et les dispositions prises pour confiner la pollution sur site.

Il tient l'inspection informée des actions engagées pour mettre en place d'un bassin de confinement sur site et propose le cas échéant une solution alternative permettant de confiner les eaux d'extinction.

Ces évolutions devront être actées par arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion des effluents

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 24

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques...

**Constats :**

L'exploitant a présenté un plan des réseaux. Ce plan doit être tenu à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion des effluents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 18.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Destination des effluents

**Prescription contrôlée :**

Destination des eaux usées industrielles :

Passage par un dispositif interne de pré-traitement avant d'être acheminées vers la station d'épuration de Saint-Fons, via le réseau d'assainissement collectif (code SANDRE 06 09 69199 001)

**Constats :**

Les eaux industrielles issues du lavage des contenants (palboxs et containers) sont collectées et dirigées vers une citerne de stockage de 200 m3.

Jusqu'à l'été 2021, les effluents ont été rejetés dans le réseau public et pris en charge par le gestionnaire du réseau dans le cadre de la convention de déversement.

Au vu des performances de la STEP interne au site et des analyses réalisées sur les effluents indiquant des dépassements de valeurs limites en concentration, l'exploitant a décidé de transporter par la route les effluents jusqu'à l'installation qu'il exploite à Bayet (03) distante de plus de 150 km. 4 513 m3 ont ainsi été expédiées par citernes de 30 m3 en 2021, ce qui correspond à 150 rotations.

Ces évacuations, qui concernent des déchets produits par l'activité, doivent être déclarées dans GEREP.

La destination des eaux industrielles ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Cette modalité de gestion contrevient au principe de proximité visé à l'article L 541-1-II-4° du code de l'environnement qui consiste à assurer la prévention et la gestion des déchets de manière aussi proche que possible de leur lieu de production et permet de répondre aux enjeux environnementaux tout en contribuant au développement de filières professionnelles locales et pérennes. Sur ce point, l'article 19.4 de l'arrêté préfectoral indique que l'exploitant "fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume".

Au vu de ces éléments, l'exploitant doit indiquer dans les meilleurs délais les dispositions qu'il prend pour gérer ses effluents en respectant le principe de proximité. Ces évolutions seront le cas échéant actées par arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Autosurveillance de la qualité des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 26.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser quatre fois par an, par un organisme spécialité extérieur, un contrôle des paramètres mentionnés à l'article 18.8.2., mesurés en période de fonctionnement normal de l'installation, sur une durée de 24 heures pendant une période de deux ans. A l'issue de cette période, et sous réserve que l'ensemble des résultats des paramètres contrôlés soient conformes aux prescriptions, les contrôles deviendront semestriels.

**Constats :**

En l'absence de rejet dans le réseau, l'exploitant ne réalise plus d'autosurveillance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Declaration GEREP

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article {Non Renseigné}

**Thème(s) :** Autre, Déclaration GEREP

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 31/01/08 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.

Déclaration GEREP annuelle

**Constats :**

Cet établissement de transit/regroupement de déchet doit effectuer chaque année la déclaration GEREP pour les déchets qui transitent sur le site et pour les déchets produits par l'activité (évacuation des effluents).

Cette déclaration était en cours lors de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet